



Quelques considérations sur les droits culturels

« Il ne suffit pas que l'art soit excellent, il faut encore qu'il se présente comme l'expression du peuple ; en d'autres termes, seul un art qui puise son inspiration dans le peuple même peut, en fin de compte, être considéré comme excellent et signifier quelque chose pour le peuple auquel il s'adresse. »

Joseph Goebbels, lettre du 11 avril 1933 à Wilhem Fürtwangler

Je commence par cette citation provocatrice, parce qu'elle est peu ou prou ce que beaucoup d'élus de notre pays pourraient soutenir aujourd'hui. Je pense que nous devrions l'avoir dans nos cartables, et la sortir autant que nécessaire.

D'où il ressort qu'un art « avec les gens », est toujours menacé d'être une politique d'identité violente, une contre-révolution. Cet art ignorerait ce saut majeur et profondément difficile qui concerne une politique de transformation émancipatrice totale, économique et symbolique.

Les droits culturels sont issus d'une conception anglo-saxonne de la politique, du « public », de la nation, de la culture. Pour nous, ils viennent percuter plusieurs points historiques et théoriques fondamentaux. Ils interrogent la laïcité, le peuple, la triade de notre devise républicaine, et le récit composé du passé.

L'exigence de populaire revient. L'exigence d'intégration revient. Et la culture en serait comptable ?

Dans tout cela, on oublie que le peuple n'existe pas. Il n'existe que la foule, la masse des individus. Le peuple est une construction théorique dans un projet politique. Ce que les marxistes appelaient les masses, par opposition à la foule. Le peuple est conflictuel, et divisé. Ce que l'art prend éventuellement en charge, c'est une expression pacifiée, intelligible, travaillable, de ces points de division.

Ces divisions passent par le travail du Pouvoir qui fait intérioriser au peuple les intérêts propres de la classe dominante : une partie du peuple est à soi-même son propre ennemi. Elles passent par ce qui reste le rebut non éclairci du travail politique : comment concilier modernité et affects irréductibles ? Comment se libérer de ce qui se durcit dans la nouveauté et devient pouvoir nouveau ? Comment demeurer toujours en marche vers plus de justice, d'égalité, d'amour du réel dans toutes ses composantes ? Comment à la fin des fins, se déposséder ?

Cette construction - traversant et dépassant les divisions - passe par un travail politique qui permette aux gens d'être des sujets en capacité de raisonner sur leurs vies, leur désir, leurs alliances, leurs forces, face aux forces du pouvoir. C'est ce qu'on appelait l'émancipation, mais c'est une nomination qu'il faut sans doute revoir. Parlons plutôt de la capacité à être sujet. Et ce travail de capacité est fait par l'art en particulier. Quelquefois, quand elle n'est pas en crise, par l'éducation, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

L'absence actuelle de projet politique, dénoncée même par la conférence des Evêques de France, a réduit toutes ces possibilités de construction. Une pensée et une représentation

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017

anglo-saxonnes du monde sont à l'œuvre. Les catégories qui ont dominé jusqu'à être épuisées étaient la tolérance, le vivre ensemble, la mixité, le multiculturel, l'intégration, le numérique, le participatif, la néo démocratie...

Or ces catégories n'étaient pas dynamiques. Puisqu'il n'y avait pas de projet pour le pays. Elles étaient seulement culpabilisantes. Pendant que les gens perdaient ce qu'ils avaient acquis, il fallait en plus qu'ils ne se sentent pas menacés et restent ouverts. Tolérance. Vivre ensemble. Pendant que l'art se réduisait à des productions marchandes européennes ou à des grosses formes bien républicaines et académiques ou à de la remédiation par l'action culturelle sous l'injonction des politiques, il fallait en plus que l'art continue à donner aux gens le sentiment de sa justesse, du bienfait pour tous et qu'il pallie l'absence de politique, qu'il devienne le pompier social, le supplément d'âme, le lieu du bonheur, la modernité pour tous, etc. Pendant que le pays ne proposait aux étrangers ou à leurs enfants que des lois, des situations concrètes, de plus en plus humiliantes et violentes, il fallait maintenir le sentiment de l'intégration.

La culpabilisation a son reflux. Aujourd'hui, la réalité est là : ces catégories ont épuisé tout le monde. Tout le monde veut toucher un peu de réalité : les non intégrés veulent exister par eux-mêmes et non comme transition vers une intégration qui n'arrivera pas ; les déclassés veulent être compensés ; les ruraux veulent être ce qu'ils sont redevenus , ruraux, et non suspendus à une modernité qui a failli. C'est la moindre des choses : on veut du réel. Et on ne veut pas être culpabilisé de sa souffrance quand elle n'est que ce qui reste. On s'appuie sur elle. On en fait une force. On ne veut plus être soumis à des annulations par des promesses non tenues, on ne veut plus être le « gênant » à qui on demande de se taire, de patienter, de faire un effort, ou mieux : de disparaître... De cet irréductible qui a été jugé dérangeant, qui n'a jamais été traité, on fait son identité. C'est la moindre des choses. D'où Goebbels : ça fabrique du récit, voire de l'Histoire. En psychanalyse, on appelle ça : le réel. Le rebut de ce qui n'a pas été transformé dans un projet où la réalité donne sa place harmonieuse, vivable, à la souffrance. Il y a du réel partout, désormais. Donc du ressentiment. Et culpabiliser les gens est devenu obscène. Parce que ça a pris la place de ce qu'il fallait faire : culpabiliser les possédants.

Alors, maintenant c'est nous qu'on culpabilise. Comment ?

La droite la plus radicale nous dit que nous avons proposé aux gens un art mixte, un art moderne incompréhensible, qu'il faut rendre aux gens leur expression identitaire. Pour qu'ils s'y retrouvent. C'est la promotion du folklore, la noblesse des amateurs, des « minorités » visibles votantes, des fausses identités rassembleuses.

La gauche la plus radicale nous reproche d'avoir proposé aux gens les simulacres de l'intégration, d'avoir servi la messe d'une hypocrisie : le pays, la République, la tolérance, la mixité, mais au service d'un mensonge. Nous aurions été paternalistes, nous aurions continué d'exclure les exclus tout en parlant en leur nom, eux qui ne sont pas sur nos plateaux, dont nous ne savons rien de l'expérience, en refusant de faire le bilan profond de la colonisation... Nous sommes les représentants de l'Etat. Nous ferions sa politique.

Il faudrait que les minorités parlent en leur nom, s'émancipent par elles-mêmes, possèdent leurs expressions... Elles veulent la place. Entièrement. Quitte à refuser la diversité. Et sans nous, les alliés objectifs du pouvoir... Il faudrait laisser la place aux expressions identitaires, aux minorités révolutionnaires. Accepter notre obsolescence.

Côté socialiste, nous faisons trop bien le job. Depuis Mitterrand, nous faisons le job. Nous sommes porteurs de l'intégration, quand c'est le slogan, nous sommes porteurs de la mixité quand c'est son tour, de la diversité quand les autres ne marchent plus et cela dans un cycle infini. C'est la même valse depuis les années 80. On doit servir la Culture majoritaire qui intègre, même quand elle n'intègre pas. Puis, il faut servir les cultures minoritaires, et quand

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017

elles fabriquent de la séparation, on revient au majoritaire, au récit national toujours mâtiné de paternalisme social.

Seul l'art résout cette idiotie. L'art est une autre Culture, ni majoritaire, ni minoritaire, il est neuf pour tous, langue étrangère, nouvelle, nouvelle vision de la vie qui n'appartient à personne, mais redistribue la possibilité pour tous d'y être avec les autres.

Il faut enfin dire au PS que ce qu'il nous demande n'est jamais nouveau, c'est au fond toujours la même chose, la même demande. Porter ses simulacres et nous engueuler puisqu'on l'a fait et que ça ne marche pas. Nous avons fait ce qu'on nous demandait, mais nous aurions dû savoir que c'était autre chose qu'il fallait faire. Et quand nous essayons vraiment de faire ce qu'il faudrait faire, de l'art donc, on nous engueule de ne pas faire ce qu'on nous demande. Parce que l'art n'est pas un simulacre et qu'il pourrait créer du mouvement, de la politique, des désirs qu'il faudrait satisfaire.

Nous devenons le lieu trop visible du désir véritable du PS : ne rien traiter, représenter seulement, parler à la place des faits. Il finira toujours par nous le reprocher, comme on reproche au miroir. Toujours coupables. Comme les serveurs.

Reste la culpabilisation écolo. Les lieux de la culture doivent servir la messe du fantôme participatif, et neo-démocratique. L'art n'y a pas sa place, il est trop subjugant, supérieur, séparé des gens, il parle de ce qui n'est pas là. Vive le dispositif, l'organisation du voisinage, la nouvelle fête du troc des folklores, la brocante du recyclage, la boîte à idées locales, l'implication de tous dans des problèmes de gestion, la fabrique du réseau des nouvelles territorialisations, des nouvelles technologies etc.



L'art vise un universel, un étranger commun. L'écolo veut du territorialisé, du pragmatique à échelle locale et surtout du CONSENSUS. Les artistes organisent des formes, ils sont concrets et localisés, mais ils sont la démonstration que la seule organisation qui vaille passe un nouveau langage, une nouvelle place dessinée pour tous, jamais par l'harmonisation de points de vue dans un consensus.

Pourtant les écolos ont réinvesti les idées importantes des nouvelles formes de démocratie et du droit à l'égalité. Or ces idées sont celles du projet révolutionnaire. Participer à une nouvelle idée de la vie. L'égalité n'a pas de sens sans ça. Sinon, elle est le lieu, dans le meilleur des cas, des droits civiques élargis aux minorités. Les écologistes semblent inventer une autre idée de la vie. Ils semblent vouloir réinventer le travail, le logement, la technique, la science, la propriété, la finance, l'éducation, la participation à la vie politique. Mais ils ont rabattu ces idées sur de la gestion. Au nom de la vertu.

Car ils sont moralistes. Non révolutionnaires. Ils sont aristocratiques : ils détiennent le point de vue juste. Ils sont les possesseurs et les « sachants » de la tolérance, de la frugalité, de la démocratie, du respect de la terre etc. Il y a de la misanthropie, et un nouveau paternalisme, dans cette volonté d'éduquer, de toujours surveiller les excès... Le dispositif écolo ne fabrique pas de la souveraineté, mais de la justification : nous sommes de bons maîtres, puisque nous avons imaginé une place pour vous.

Or l'art court-circuite la position du maître. Rend chacun totalement égal devant l'idée, le choc. Sans interprète ou sans « timonier ». Il démontre que c'est chez les non-maîtres que gît la ressource. C'est embêtant... Surtout quand il le fait avec des catégories de population sur qui veille le patronage politique : des handicapés qui ne seraient pas sur scène en tant qu'handicapés, des minorités qui ne parleraient pas de ça, des jeunes des « quartiers » qui ne seraient pas les représentants des jeunes des quartiers... Les places accordées se redistribuent sur un plateau. C'est une autre place où les maîtres ne seraient pas nécessaires. Ils y perdent la main.

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017

Il faut alors redire que l'égalité n'a de sens que dans un projet où tout le monde est au travail. Que ce mot a été inventé dans la Révolution, pas sous Pétain ni sous Napoléon III. Dans l'Antiquité, il n'avait aucun sens. Il y avait des esclaves. Dans la monarchie non plus. C'est dans la Révolution que l'égalité s'invente comme un projet du réel. On construit quelque chose qui n'est pas là, qui doit venir, une œuvre commune dont le seul critère est qu'elle est bonne pour tous : chacun a sa place, elle est nouvelle, chacun est utile. L'art c'est cela : l'égalité de gens qui sont tous étrangers face au nouveau.

Sinon, on ne construit rien, on reste immobile, à gérer les conséquences, en critiquant les autres. Chacun a aussi sa place, mais figée, réglée par l'ordre existant des dominations. Chaque place se durcit, elle trace ses frontières, on les déplace éventuellement par la guerre. La télévision fait très bien cela. La politique actuelle produit très bien cela. Quelle pourrait être l'égalité, alors ? Celle des droits à exister comme on existe, pas plus pas moins. Au mieux, au pire : l'égalité de la majorité réunie contre certains.

Droits culturels... Il faut rappeler ce qu'est un droit. La France n'est pas un pays dont l'idée de la politique ou de la démocratie est polarisée par les droits. La bataille des droits civiques n'a pas eu lieu en France, mais aux USA, et dans certains autres pays souvent anglo-saxons. C'est pourquoi il est fondamental de rappeler que cette idée des droits culturels est une guerre contre le modèle politique français. Il faut que chacun le comprenne.

Pourquoi ? La bataille pour les droits, les droits civiques comme les droits culturels s'inscrit dans un pays capitaliste, où le droit fondamental est la liberté. J'ai droit à tout ce qui existe en termes de permissions, de possibilités, dans un cadre existant qui est celui de l'exploitation capitaliste. J'ai droit à me marier si je suis homosexuel, j'ai droit à avoir des enfants si je suis hors du couple hétéronormé, j'ai droit à occuper l'espace public comme tous les autres, j'ai droit à ma langue vernaculaire comme tous les moyens d'expression publics, j'ai droit à ma nourriture dans tous les espaces publics, j'ai droit à ma culture, etc.

La France, c'est autre chose. C'est l'égalité et la fraternité. Cela change la conception de la politique. Cela ouvre une possibilité, une culture de la revendication politique différente. Cela ouvre à vrai dire à l'idée que le pays est orienté par la recherche de l'égalité. A commencer par l'égalité des ressources et non seulement des droits octroyés. Et que donc le travail politique vise à contrarier le capitalisme quand il est porteur d'inégalités, qu'il vise à contrarier la liberté du capitalisme qui tend à se développer. La culture politique française n'est pas une culture des droits mais celle d'un étatsisme redistributif, par des lois, des mesures économiques, des budgets, un service public.

Le droit, ce n'est que la possibilité d'avoir sa part de gâteau dans la promesse de prospérité et de liberté capitaliste. La politique française, c'est la possibilité de dire que le gâteau n'est pas bon, qu'il faut le resucrer, ou qu'il faut le changer, ou qu'on veut le faire nous-mêmes ou mieux : que ce n'est pas du gâteau qu'on veut, et que donc, au nom de ça, on peut contrarier le cadre capitaliste.

C'est pourquoi, une fois que les révolutionnaires ont établi cette chose irréversible : la France est le pays des droits de l'homme, tous les hommes naissent libres et égaux en droits, tous les hommes ont droit à exister sous la protection des lois, alors ils se sont occupés d'autre chose : d'établir l'égalité.

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017

C'est cela qui a failli. La promesse non pas que les gens seraient reçus pour ce qu'ils sont et invités à prendre place dans la coexistence capitaliste, sans que leurs différences n'altèrent les autres ni ne modifient le capitalisme, mais qu'ils seraient associés à un projet où leurs différences pousseraient encore plus loin l'idée qu'on se fait de la transformation vers plus d'égalité. Le droit de vote des étrangers aurait dû modifier la démocratie et l'idée du pays, le travailleur arabe aurait dû transformer l'usine et internationaliser davantage le pays, les familles étrangères auraient dû transformer l'habitat populaire. Comme aujourd'hui les migrants pourraient être une chance pour repenser l'architecture, les services publics, l'école...

Tout cela a failli, en grande partie. La France est dans le collimateur des Européens. Son modèle social doit être détruit. Mettre l'accent sur une « égalité de tous dans la dignité », c'est accélérer ce processus. C'est montrer à la France qu'elle a raté dans son projet et lui demander de l'abandonner au nom de ce ratage. De se ranger. De se normaliser. De devenir elle aussi le pays des droits permis par le capitalisme.

Il faut à cela s'opposer. Dire haut qu'il est fou de voir les hommes politiques mandatés par le pays devenir les fossoyeurs de ce modèle. Que la seule réponse possible est au contraire un renforcement, une nouvelle vitalité de ce modèle. Qu'il n'est pas obsolète, mais a une potentialité de nouveau universelle. Que la France est encore attendue par tous les pays méditerranéens comme porteuse d'une Europe sociale : la Grèce, l'Espagne, l'Italie.

Il faut retourner aux politiques leur responsabilité. Quel est votre projet pour le pays ? Quel est votre projet concernant le travail ? Comment pensez-vous résoudre la perte de sens du travail ? La séparation des tâches ? La production délocalisée ? Comment comptez-vous résoudre le problème des zones désindustrialisées ? Des zones rurales en crise de l'agriculture ? Comment comptez-vous résoudre les problèmes de laïcité si vous n'avez pas de projet quant au travail et quant à l'éducation populaire ? Quel est votre projet concernant l'habitat populaire ? Comment allez-vous résoudre l'égalité territoriale d'accès aux services publics ? Quel est donc votre projet concernant la fiscalité et la redistribution des richesses ? Quel est votre projet concernant l'éducation publique, la recherche, la santé ? Quel est votre projet concernant la politique étrangère ? La relation de la France aux anciennes colonies ? Aux pays en guerre à forte émigration ? Quel est le projet d'Europe sociale impulsée par la France ? Que proposez-vous aux gens ? Quelle est la nouvelle idée de ce pays ? Sur quoi travaillez-vous sérieusement pour créer de nouvelles dynamiques ?

Les lieux d'art et de culture sont les seuls à maintenir un projet, quand la politique n'en a aucun. Nous sommes les seuls lieux où nous arrivons à transformer les graves questions par de la beauté, par de nouveaux chemins sensibles. Nous rassemblons les gens pour des paroles constituantes : on nomme les problèmes, on cherche. Et surtout dans ces lieux, chacun a sa place, la raison de tous est entendue. Nous parlons de futur, nous faisons désirer des changements bons pour tous. Et nous en faisons des plans d'épreuve. On vérifie que notre parole n'est pas du vent : ça fait des œuvres. Chez nous, il y a une identité à venir. C'est une intégration en actes, par des œuvres, des pratiques, ou l'invention de nouvelles places, où celles des intégrants et des intégrés se dissolvent. Qui aujourd'hui fait cela ?

Car la situation est grave. Comment nous demander de servir des projets identitaires, quand c'est devenu le point sur lequel le pays risque d'exploser ? Nous sommes les seuls à dessiner une autre voie, en l'absence de projet politique. Comment vouloir nous affaiblir, quand nous sommes les seuls à avoir une vision encore transformatrice pour tous, non pas en coexistences séparées et antagonistes.

Nous avons besoin de plus d'éducation artistique, de plus d'ateliers, de plus d'architectures nouvelles de l'art, de plus de travail dans les zones oubliées, de plus d'expérimentations avec

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017

les gens. Dans les lieux de culture, on met en place des choses qui soignent ce qui est malade : au CDN d'Aubervilliers une école a ouvert pour les jeunes déscolarisés et pour les migrants. Partout, des expériences avec la jeunesse menacée de désorientation constituent des inventions.

Je veux m'adresser enfin aux minorités revendicatrices de leurs droits culturels qui se nomment « racisées » : votre combat tactique est peut-être légitime. Mais votre combat, s'il est dans l'art, doit être celui de l'art. Cela se distingue de la tactique. Sinon, vous ferez comme les autres : un art bourgeois, un art de la reconnaissance, et de l'entre soi. Vous fabriquerez vos propres exclus. Certains prendront la place, serviront d'alibi pour les autres, et vous n'aurez rien changé. De quelle nouveauté bonne pour tous votre altérité est-elle porteuse ? C'est la seule question de l'art. Quelle nouveauté portez-vous qui changera la vie de tous ? Pas seulement la vie de certains d'entre vous ?

Aujourd'hui, la politique a besoin de l'art. Elle a besoin de sujets nouveaux, pas de gens qui s'en remettent à l'Etat. Et l'art a besoin des gens, de se faire avec eux au sens où c'est ensemble que nous devons chercher à résoudre ce qui est bloqué. L'art ne dispose plus d'une vérité supérieure. Il a besoin de se ré étalonner aux difficultés et obscénités contemporaines. L'art doit entendre les gens, se confronter à l'impureté du réel, pour inventer avec eux les nouvelles passes. L'art n'est plus l'instituteur, l'avant-garde éclairée, l'éducateur, mais il sait quelque chose : ce qu'est une forme respirable par tous. Il sait percer l'inextricable, il est mathème, il trouve des formules là où c'était bloqué, en impasse, calcifié. Il travaille durement pour ça. Il est soumis à des règles de vérification qui font qu'on sait si c'est vivant ou si c'est pseudo vivant, donc mort : l'harmonie, la fraternité réelle de ses plateaux, le rapport au pouvoir et à la liberté de ses acteurs, le sentiment d'avoir percé un existant et d'avoir trouvé du nouveau, le sentiment du juste... L'art ne sait pas plus que les gens eux-mêmes, mais il est une disposition qui lui fait trouver quelque chose qui n'était pas encore là. Pour cela, il ne faut pas avoir peur de ce nouveau temps. La politique devra se faire dans les multiplicités, à échelles tenables des situations, dans les capacités populaires. Et l'art est donc la seule voie. Un art qui ne soit pas le serviteur du discours du maître, mais un art perçu comme vecteur de cette nouvelle politique, dont la nouveauté est qu'en effet, il est un effort conjoint de subjectivités en marche, celles des gens et des artistes.

Marie-José Malis

Octobre 2016

www.lartdeclare.fr

#lartdeclare

2017